

**PARC DE STATIONNEMENT
CAMILLE JULLIAN**

**CONTRAT DE CONCESSION
CENTRAL PARCS**

**CONVENTION DU 17 FEVRIER
1989**

AVENANT N°10

Entre les soussignés :

L'établissement public de coopération intercommunale, Bordeaux Métropole, dont le siège administratif est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33 045 Bordeaux cedex, représenté par son Président, Monsieur Alain Anziani, dûment habilité par délibération n°2023/ du Conseil de la métropole du .../.../2023,

Ci-après dénommé « le Concédant » ;

Et

La société Central Parcs, société à responsabilité limitée au capital de 9 814 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 349 851 881, dont le siège social est situé 1 place des Degrés 92 800 Puteaux La Défense, représentée par son gérant, Monsieur Jean-Baptiste Galiez, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ;

Ensemble désignés « les Parties »

SOMMAIRE

Article 1 -	Obligation du Concessionnaire relevant de la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021	4
Article 2 -	Modalités de contrôle et de sanction.....	4
Article 3 -	Pénalité pour manquement aux principes de la République	6
Article 4 -	Autres dispositions.....	6
Article 5 -	Prise d'effet.....	6

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE QUI CE SUIT :

1.

Par contrat de concession en date du 17 février 1989 (ci-après le « *Contrat* »), Bordeaux Métropole, alors dénommée Communauté urbaine de Bordeaux, ou « Cub », a confié à la société à responsabilité limitée « Central Parcs » la construction et l'exploitation du parc souterrain de stationnement Camille Jullian, pour une durée de trente-cinq ans à compter de la mise en service de l'ouvrage, soit une échéance fixée au 1^{er} Septembre 2026.

Depuis son entrée en vigueur, ce contrat a été modifié par 9 avenants portant notamment sur les amodiations, la redevance, la grille tarifaire et sa formule d'indexation, la prise en compte de la construction d'un ensemble immobilier en superstructure, le règlement intérieur, la garantie financière apportée par les actionnaires et la mise en œuvre d'un projet d'évolution actionnariale.

2.

La Loi n°2021-1109 du 24.08.2021 confortant le respect des principes de la République, impacte les contrats de la commande publique qui ont pour objet l'exécution d'un service public.

Ainsi, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, le Concessionnaire (Délégataire) est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Pour réaliser le contrôle des obligations susmentionnées, des modalités de contrôle et de sanction doivent être définies.

L'intégration d'une clause relative au respect des principes de la République et relevant d'une évolution législative respecte le point 6° de l'article L 3135-1 du code de la commande publique permettant de modifier le contrat. Par ailleurs, cette nouvelle clause ne change en rien la nature globale du contrat.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Obligation du Concessionnaire relevant de la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021

Le Contrat confie au Concessionnaire l'exécution d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, un chapitre 8 intitulé « *Respect des principes de la République* » est créé dans le cadre du Contrat comme suit :

« 8.1- Obligations en matière de respect des principes de la République.

Le Concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;*
- de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.*

En particulier, le Concessionnaire, participant à l'exécution du service public, objet du présent contrat, veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;*
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;*
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.*

Le Concessionnaire communique en outre, au plus tard le 1^{er} mars 2023 à l'Autorité Concédante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;*
- de remédier aux éventuels manquements.*

Le Concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service, objet du présent contrat, respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure le cas échéant que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants à compter du 1^{er} mars 2023. »

Article 2 - Modalités de contrôle et de sanction

Pour réaliser le contrôle des obligations susmentionnées, le Concessionnaire communiquera, via le rapport annuel, un bilan portant sur les mesures mises en œuvre à cet effet. Les parties conviennent que ce bilan doit comprendre a minima les mesures d'information réalisées et les nouvelles mesures le cas échéant. Les mesures correctives éventuellement mises en place par le Concessionnaire afin de remédier aux manquements constatés feront l'objet d'un document à transmettre à l'appui du rapport annuel.

En outre, il communique à l'Autorité Concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public, pour ce qui correspond aux dispositions relatives aux obligations visées ci-avant. L'Autorité Concédante se réserve également la possibilité de procéder à des contrôles inopinés sur les lieux d'exécution du service public. Par suite, ces derniers feront l'objet d'une information sans délai au Concessionnaire en cas de difficulté relevée et d'un échange entre les Parties.

Le contrôle se fait dans le respect de la réglementation relative à la confidentialité.

S'agissant des mesures adaptées à mettre en œuvre, le Concessionnaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées de la Direction opérationnelle de l'Autorité Concédante, en charge du suivi du présent contrat : XXX@bordeaux-metropole.fr. Ces coordonnées seront communiquées au Concessionnaire avant le 1^{er} mars 2023.

La Direction opérationnelle de l'Autorité Concédante informe le Concessionnaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toute autre personne.

Le Concessionnaire informe également sans délai la Direction opérationnelle de l'Autorité Concédante, en charge du suivi du présent contrat : -MET-Mobilité Circulation mobilite.circulation@bordeaux-metropole.fr, des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier si le manquement n'a pas cessé.

L'Autorité Concédante peut alors exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service public. Après analyse de la demande, le Concessionnaire indiquera à l'Autorité Concédante les mesures adaptées et proportionnées mises en œuvre.

Enfin, en cas de non-respect des obligations susmentionnées et lorsque le Concessionnaire ne prend pas les mesures adaptées pour remédier au manquement, l'Autorité Concédante le met en demeure de prendre les mesures adaptées pour remédier au manquement dans le délai qu'elle lui prescrit.

La mise en demeure sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et elle précisera les motifs de la sanction et fixera un délai au Délégué pour qu'il fasse part de ses observations. Ce délai ne pourra être inférieur à cinq (5) jours ouvrés.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'Autorité Concédante se réserve la faculté d'appliquer au Concessionnaire la pénalité prévue à cet effet à l'article 5.3 du Contrat. Toutefois, si le Concessionnaire rencontre des difficultés particulières dans la mise en œuvre des mesures et sous réserve d'en apporter la justification, il devra en informer l'Autorité Concédante qui, après analyse, appliquera ou non ladite pénalité.

En cas de manquements graves et répétés du Concessionnaire, l'Autorité Concédante pourra, le cas échéant, prononcer la résiliation du présent contrat pour faute et ce, aux frais et risques du Concessionnaire.

Les dispositions susmentionnées du présent article 2 constituent l'article 8.2 du Contrat intitulé « *Modalités de contrôle et de sanction* ».

Article 3 - Pénalité pour manquement aux principes de la République

Le chapitre 5 du Contrat est complété comme suit :

« *Article 5.3 - Pénalité relative au respect des principes de la République.*

En cas de non-respect des principes de la République et suivant les modalités prévues à l'article 8.2 du présent Contrat, le Concessionnaire sera redevable d'une pénalité, par manquement, d'un montant de 200 € par jour jusqu'à régularisation. »

En conséquence :

- l'article 5.3 « *Inexécution d'obligations* » devient l'article 5.4 ;
- l'article 5.4 « *Sanctions administratives – Déchéance* » devient l'article 5.5 ;
- l'article 5.5 « *Litiges – Tribunal compétent* » devient l'article 5.6.

Article 4 - Autres dispositions

Toutes les autres clauses du Contrat de concession et des précédents avenants demeurent inchangées. Elles restent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Article 5 - Prise d'effet

Le présent avenant prendra effet à la date de sa notification par Bordeaux Métropole au Concessionnaire.

Fait à Bordeaux, en deux exemplaires originaux,

Le

Pour Bordeaux Métropole,
Le Président
Monsieur Alain Anziani

Pour le Concessionnaire,
Le Gérant
Monsieur Jean-Baptiste Galiez